



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'OISE

Arrêté du 8 février 2006 portant renouvellement des membres de la commission locale d'information et de surveillance relative au centre de stockage de déchets ménagers et assimilés exploité à SAINT MAXIMIN par la société SPAT.

LE PREFET DE L'OISE **Officier de la Légion d'Honneur,**

Vu le code de l'environnement, notamment son Livre V, titre 1^{er}, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et titre IV relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

Vu le décret 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret 93-1410 du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets prévues à l'article 3.1 de la loi 75.633 du 15 juillet 1975 reprise au code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 mars 2000 portant création d'une commission locale d'information et de surveillance du centre d'enfouissement technique par la société SPAT à Saint Maximin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 février 2005 modifiant l'arrêté préfectoral du 28 mars 2000 ci-dessus mentionné ;

Considérant la demande de participation à cette commission locale d'information et de surveillance formulée par le Conseil général de l'Oise ;

Considérant la demande de participation à cette commission locale d'information et de surveillance formulée par l'union des Amis du Parc naturel régional Oise - Pays de France et de ses trois forêts

Considérant qu'il y a lieu de renouveler la composition de la commission locale d'information et de surveillance, conformément au décret 93-1410 du 29 décembre 1993 précité;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

ARRETE

Article 1er :

Les arrêtés préfectoraux du 28 mars 2000 et 21 février 2005 portant création et modification d'une commission locale d'information et de surveillance pour le centre de stockage de déchets ménagers et assimilés exploité à Saint Maximin par la société SPAT sont abrogés et remplacés ainsi qu'il suit :

Article 2 :

Conformément à l'article 6 du décret 93.1410 du 29 décembre 1993, la commission est présidée par le sous-préfet de Senlis ou son représentant. Son secrétariat sera assuré par les services de la sous-préfecture.

Elle comprend :

1) Représentants des services de l'Etat

- ✓ l'inspecteur des installations classées chargé du suivi de l'établissement, s/c de monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- ✓ le directeur régional de l'environnement de Picardie ou son représentant,

2) Représentants de l'exploitant et du responsable technique du site

- ✓ deux représentants de la société SPAT,

3) Représentants des collectivités territoriales

- ✓ le président du Conseil général ou son représentant,
- ✓ le maire de la commune de Saint Maximin ou son représentant,

4) Représentants des associations de protection de l'environnement

- ✓ le président de l'association de l'union des Amis du Parc naturel régional Oise Pays de France et de ses trois forêts ou un membre de l'association (AP3F),
- ✓ le président du Regroupement des Organismes de Sauvegarde de l'Oise (ROSO) ou un membre du ROSO,

5) Autre Représentant associé

- ✓ Le président du Parc Naturel régional Oise Pays de France ou son représentant

Article 3 :

Le président de la commission locale d'information et de surveillance peut appeler à participer aux travaux de la commission, à titre consultatif, toute personne qui lui paraît en mesure d'apporter un concours utile.

Article 4 :

La commission locale d'information et de surveillance a pour objet de promouvoir l'information du public sur les problèmes posés en ce qui concerne l'environnement et la santé humaine. La commission peut faire toute recommandation en vue d'améliorer l'information du public sur les conditions de fonctionnement de l'installation.

Article 5 :

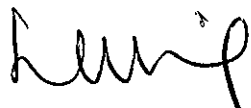
La commission locale d'information et de surveillance sera amenée, pour toute nouvelle installation de stockage de déchets, à se prononcer sur l'étude d'impact avant l'octroi de l'autorisation d'exploiter.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le 8 février 2006

pour le préfet,
le secrétaire général,



Jean-Régis BORIUS

DESTINATAIRES

Monsieur le Directeur de la société SPAT
63 avenue Gabriel Péri
92665 ASNIERES cedex
s/c de Monsieur le maire de SAINT-MAXIMIN
s/c de Monsieur le sous-préfet de SENLIS

Monsieur l'inspecteur des installations classé
s/c de Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt

Monsieur le président du Conseil général
1 rue Cambry - BP 941
60024 BEAUVAIS cedex

Monsieur le directeur régional de l'environnement
56 rue Jules Barni
80040 AMIENS cedex

Monsieur le président du ROSO
31, 1^{ère} avenue
Le Lys
60260 LAMORLAYE

Monsieur le président de l'AP3F
BP 20343
60634 CHANTILLY

Monsieur le président du Parc naturel régional Oise Pays de France
1 avenue de Compiègne
60300 SENLIS